

Les inégalités continuent à augmenter en France

24 septembre 2015



« Au regard des principaux indicateurs, la réduction des inégalités amorcée en 2012 s'accroît en 2013 ». Pour l'Insee, qui vient de livrer ses données 2013 sur les revenus [1] les inégalités de revenus se réduisent. En 2013, le rapport entre le seuil d'entrée au sein des 10 % les plus riches et celui des 10 % les plus pauvres est resté stable. L'indice dit de « Gini » (qui compare la distribution des revenus à une distribution égalitaire) a diminué de 0,305 à 0,291. La masse des revenus détenue par les 20 % les plus riches était 4,6 fois supérieure à celle détenue par les 20 % les plus pauvres en 2012, ce rapport est passé à 4,3 en 2013.

Un grand nombre de commentaires de ces données, rédigés dans l'urgence, ont repris cette analyse. Pourtant, cette façon de voir les choses reste très incomplète et mérite d'être analysée en détail. Les variations sur une ou deux années ont peu de sens compte tenu des marges d'erreur. L'Insee a changé de méthode en 2010, puis en 2012 : on ne dispose pas de série historique complète. Pour comprendre les évolutions, il faut se livrer à des calculs compliqués qui permettent d'éviter les ruptures de série, ce que fait l'Observatoire des inégalités, notamment sur la [pauvreté](#). Par ailleurs, l'Insee n'a diffusé qu'une partie des données [2]

Que peut-on dire, malgré tout, des nouvelles données ? Contrairement à ce que nous observons les années précédentes, sur la période 2008-2013, ce dixième supérieur voit son niveau de vie moyen baisser (-3 200 euros annuels pour l'ensemble de la période), seules les tranches de 70 % à 90 % des revenus les plus élevés connaissent une hausse de leur niveau de vie annuel. Le niveau de vie moyen des 10 % les plus pauvres a perdu 240 euros. En euros, les plus aisés ont donc perdu davantage que les plus pauvres. Le fléchissement des revenus des plus riches tient à la baisse des revenus financiers (la crise de 2008 est passée par là) et surtout aux hausses d'impôts mises en place entre 2011 et 2013. En particulier, le plafonnement des niches fiscales, la création d'un taux à 45 % pour l'impôt sur le revenu, la baisse du plafond du quotient familial et l'imposition des revenus du capital au barème de l'impôt sur le revenu, ont joué en 2013. Cet effort est indéniable. Pour cette seule année 2013, le niveau de vie annuel moyen des 10 % les plus aisés aurait diminué de 3 800 euros selon l'Insee. Cette baisse, qui est censée avoir alimenté le « ras-le-bol fiscal » des couches aisées, est aujourd'hui décrié par la majorité elle-même et a laissé place à des diminutions de prélèvements, dont on verra les effets sur la hausse des inégalités dans deux ans.

Les revenus des plus pauvres se maintiennent, notamment du fait des minima sociaux et des allocations logement, pourtant désormais dans le collimateur du gouvernement. Selon l'Insee, le niveau de vie annuel moyen des 10 % les plus démunis aurait augmenté de 300 euros en 2013, mais constitue un changement. Les plus en difficulté se situent un cran en dessous. Un titulaire du RSA touche 461 euros par mois une fois déduit le forfait logement, bien moins que le seuil des 10 % les plus pauvres (900 euros) ou leur niveau de vie moyen (680 euros). Rappelons enfin qu'entre 2013 et fin 2014, le nombre de titulaires du RSA a augmenté de 200 000, soit une progression de 13 %. Depuis 2008, la hausse est de 510 000 (+43 %). La progression de 2013 n'empêche pas qu'entre 2008 et 2013, le niveau de vie moyen annuel du dixième le plus démuné a baissé de 240 euros. Considérer que la situation des plus démunis s'améliore reste une vue de l'esprit.

+ 4 300 euros par an pour les 10 % les plus aisés en dix ans

Si l'on veut vraiment comprendre l'évolution des inégalités dans notre pays, il faut prendre du recul. Un effort fiscal a été fait au sein des couches aisées entre 2011 et 2013. Au passage, celui-ci aurait sans doute gagné en légitimité s'il avait été [plus largement réparti](#) notamment au sein des couches moyennes (pas au sens médiatique, mais statistique du terme).

Reste qu'entre 2003 et 2013, le niveau de vie moyen des 10 % les plus pauvres a baissé de 320 euros en valeur annuelle, alors que celui des 10 % les plus riches a augmenté de 4 300 euros. Clairement, l'effort réalisé en 2013 masque l'ampleur des diminutions d'impôts obtenues avant 2011. Au total, l'écart entre les riches et les pauvres s'est creusé de 4 600 euros par an sur dix ans. Les premiers ont gagné en plus l'équivalent de six mois de revenus des seconds (680 euros mensuels). Il ne s'agit pas seulement d'une forte hausse des revenus des ultra-riches, comme on le dit souvent, mais d'une distance qui s'accroît entre les catégories populaires et aisées. On peut choisir de ne pas voir ce phénomène, mais alors on doit s'attendre à supporter les tensions sociales qui peuvent en résulter.

Foto / © Kwest - Fotolia.com

[1] Voir « [Les niveaux de vie en 2013](#) », Insee première n° 1566, septembre 2015.

[2] Les données plus complètes ne seront livrées qu'en février prochain.

- Emplacement :

[Accueil](#) > [Analyses](#) >

- Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Les-inegalites-continuent-a-augmenter-en-France>